



**NPA**

JEUNES  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**PAS D'AVENIR  
SANS  
RÉVOLUTION !**

**DES MESURES  
D'URGENCE  
ANTICAPITALISTES  
POUR LES JEUNES !**



Aux capitalistes de payer leurs crises !

**Philippe Poutou**

candidat à l'élection présidentielle de 2012



# UNE CAMPAGNE POUR PREPARER UN RENVERSEMENT DU SYSTEME!

**L**a campagne électorale de 2012 se déroule en pleine crise du capitalisme. Une crise que la poignée des dirigeants du monde veut faire payer aux peuples. Les plans d'austérité, la destruction des services publics, le chômage, la crise écologique s'abattent sur les jeunes, les travailleurs et les travailleuses.

Depuis cinq ans, Sarkozy a supprimé des postes dans les services publics, augmenté le temps de travail pour celles et ceux qui ont un emploi, alors que le nombre de chômeurs a augmenté sans cesse. Il a bradé l'Éducation et la Santé, creusé les déficits de l'État et de la Sécurité, tout en multipliant les cadeaux aux plus riches, aux banques et aux grandes entreprises. Il a cherché à diviser les classes populaires avec ses discours racistes contre les Roms, les musulmans et musulmanes, avec sa politique de retour sur les droits des femmes, avec son refus de l'égalité entre homos et hétéros, avec la stigmatisation des chômeurs, désignés comme des « profiteurs » et des « assistés »... Nous avons été des millions à faire grève, à manifester dans les universités, les lycées, les lieux de travail, les quartiers populaires contre

ses différentes attaques. S'il y a une chose à attendre de cette élection, c'est bien que Sarkozy dégage !

Mais son challenger Hollande n'est pas une solution. Comme ses camarades « socialistes » dans l'État espagnol ou en Grèce, il veut appliquer la rigueur, en lui donnant « du sens ». S'il promet de créer 60 000 postes dans l'Éducation, ce serait en supprimant dans le reste de la fonction publique. S'il veut la retraite à 60 ans, c'est en refusant qu'elle soit à taux plein. S'il veut l'insertion professionnelle des jeunes, c'est en créant un nouveau contrat dérogatoire au droit du travail, avec lequel on ne cotiserait pas pour la retraite... Pas question pour lui de revenir sur les privatisations, l'autonomie des facs ou la réforme des lycées... Pas sûr, même, qu'il refuse la « règle d'or », qui forcerait les États à couper dans les budgets sociaux, les services publics et les salaires.

En embuscade, Marine Le Pen ose se prétendre la candidate « anti-système ». Cette bourgeoise est pourtant bien du côté de l'ordre établi. Sa politique sert à diviser les opprimés et les exploités pour leur faire payer la crise,

au nom d'une « solidarité » entre les patrons et les salariés « français ».

C'est pour faire entendre une autre voix, celle de la révolte, de l'indignation, des luttes, que le NPA présente à cette élection Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile en Gironde. Nous porterons avec lui un programme d'urgence contre la crise, un programme reprenant les revendications des luttes de ces dernières années. Pour nous, la politique ne consiste pas à glisser un bulletin dans l'urne tous les cinq ans, à déléguer le pouvoir à des politiciens professionnels ou à infléchir la politique du PS comme le veut le Front de gauche.

Comme nous l'ont montré les salariés de Fralib ou de Lejaby, les peuples de Tunisie et d'Égypte, les indignés de Madrid à Athènes et de New-York à Moscou, les étudiant-e-s du Chili ou les insurgé-e-s de Syrie, c'est aux jeunes, aux salariés, aux classes populaires de prendre leurs affaires en main !

# UN PROGRAMME D'URGENCE POUR LA JEUNESSE

## STOP AU PARCOURS DU COMBATTANT !

**L**e système actuel est une machine à trier les jeunes pour reproduire les classes existantes : que les pauvres restent pauvres et surtout que les riches restent riches ! Dans la majorité des cas, c'est en fonction de son origine sociale, de son genre sexuel, de sa couleur de peau qu'on devient grand patron, manutentionnaire ou femme de ménage à temps partiel.

A l'inverse, nous exigeons de choisir notre voie. Nous voulons exercer un ou des métier(s), pas choisir entre la déprime du chômage et l'exploitation des boulots pourris sous-payés. Nous voulons une vraie formation pour tou-te-s, à la fois suffisamment générale pour ne pas être enfermé-e-s dans un seul métier et en même temps réellement qualifiante, c'est-à-dire reconnue dans

les conventions collectives. La « professionnalisation » doit se faire aux frais de l'entreprise, après l'embauche.



# EXIGEONS UN BOUCLIER SOCIAL POUR LES JEUNES !

**A** l'heure où la crise s'installe dans la durée, où le chômage ne fait qu'augmenter et où de nombreux jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi à hauteur de leur qualification, le gouvernement fait de l'emploi des jeunes une de ses « priorités ». A tous les contrats précaires, à tous les dispositifs spécifiques (apprentissage, CAE etc.) pour les jeunes qui ne sont que des sous-emplois, nous opposons une logique diamétralement opposée. Pour l'emploi des jeunes comme pour l'ensemble des salariés,

il faut que tout le monde ait un véritable emploi stable avec un vrai salaire.

C'est pour cela que nous défendons l'interdiction de tous les contrats précaires, le droit à une formation de qualité pour tou-te-s, l'interdiction des licenciements et la création d'un million d'emplois dans le service public. Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, met en question la propriété capitaliste des moyens de production, attaque le capital et ses profits pour augmenter

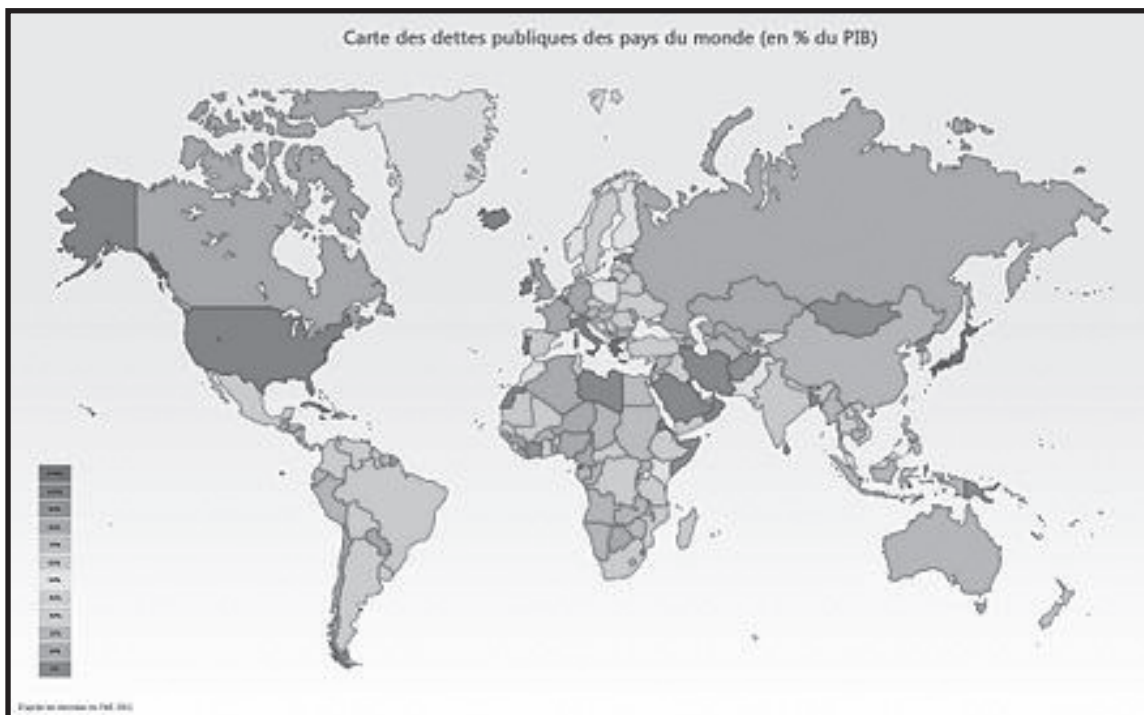
les salaires, les pensions de retraite, les minimas sociaux dans l'objectif de satisfaire les besoins de la population. Pour cela, nous devons exproprier sans indemnisation les grands groupes capitalistes à commencer par ceux du CAC 40 et les mettre sous contrôle des salarié-e-s et de la population.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **L'interdiction des licenciements et des contrats précaires, un CDI pour tou-te-s y compris les jeunes**
- **L'augmentation de tous les salaires de 300 euros, pas un revenu en dessous de 1600 euros nets par mois, y compris pour les stagiaires et les apprentis, SMIC à 1600 euros nets par mois**
- **L'interdiction du travail de nuit pour les mineur-e-s**
- **Des retraites à taux plein pour tou-te-s à 60 ans ; 37,5 annuités de cotisations maximum ; la prise en compte des années d'études, de formation et de chômage dans le calcul des annuités de cotisations**



# LA DETTE DE L'ETAT N'EST PAS LA NÔTRE, NOUS NE LA PAIERONS PAS !



Les médias nous répètent qu'on « vit au dessus de nos moyens, on a trop dépensé, il faut rembourser la dette de l'État... ». Cet énorme mensonge justifie toutes les mesures du gouvernement. Du FN au PS, ils disent tous qu'il n'y a d'argent pour rien à part la réduction des déficits de l'État et le remboursement de la dette.

En réalité les gouvernements ont creusé le déficit et contracté des dettes depuis des années en sachant ce qu'ils faisaient. Le budget de l'État n'a pas trop de dépenses mais un énorme trou dans les recettes. Ce trou correspond à trente ans d'exonérations de cotisations sociales et de cadeaux fiscaux en tout genre faits aux plus grandes entreprises et aux

grands patrons. Il y a trente ans, les richesses créées (le PIB) étaient réparties à 70 % pour les salaires (pour nous) et à 30 % pour le capital (pour les patrons). Depuis, nous sommes passés à 60 % pour le travail, 40 % pour le capital !

Qui a choisi de ne pas faire rentrer l'argent dans les caisses ? C'est la classe dirigeante. Qui a choisi de laisser cet argent gonfler les profits des grandes entreprises

et la fortune personnelle de 1% de la population ? C'est la classe dirigeante.

Pour permettre que la population contrôle ce que les banques font de notre argent, nous nous battons pour l'expropriation des banques.

C'est-à-dire la fusion des banques remplacées par un monopole public bancaire. Ce monopole sera géré par la population pour répondre à ses besoins.

## NOUS EXIGEONS :

- L'annulation pure et simple de la dette
- L'expropriation des banque sans indemnités ni rachat

# CONTRE L'ÉCOLE MARCHANDISE, BATTONS-NOUS POUR DES DIPLÔMES DE QUALITÉ !

L'École est à l'image de la société dans laquelle nous vivons. Elle ne permet pas de pallier aux inégalités, qu'elles soient financières ou culturelles. Elle ne valorise pas les cultures autres que française. Elle méprise souvent la culture populaire. Elle est aux mains d'une minorité qui s'en sert pour reproduire l'ordre établi. Seul un changement de société permettra de mettre en place un système éducatif émancipateur.

Cela ne veut pas dire que, dès maintenant, nous ne pouvons pas nous battre pour maintenir nos acquis et améliorer l'enseignement et nos conditions d'études.

Les attaques se multiplient à l'échelle européenne pour libéraliser l'Éducation. Il s'agit d'un processus (le « processus de Bologne ») qui vise à soumettre notre savoir aux volontés des entreprises. Ces réformes mettent en concurrence les établissements scolaires les uns contre les autres

et, à travers un sous-financement chronique, les incitent à recourir aux financements des entreprises (les « partenariats Public-Privé »). Celles-ci ne donnent pas de l'argent sans attendre de contreparties... En échange de financements, elles adaptent le contenu des formations à leurs besoins à court terme sur le marché du travail. Le résultat, c'est que notre formation n'est plus un socle de connaissances disciplinaires avec un fort contenu notamment critique. Ce sont de plus en plus des compétences ultra-spécialisées et adaptées à l'emploi futur que nous allons occuper. Cette logique touche aussi bien les lycées avec les réformes Fillon et Chatel que les universités avec la mise en place de la LRU, du nouveau modèle de financement des universités.

Toute l'Éducation est touchée par des suppressions de postes qui suppriment des parcours, des filières à la fac comme au lycée. Cela nuit aux conditions d'études et surmène les profs, surtout les

nouveaux qui sont jetés dans les classes sans formation depuis la réforme de 2009. Les postes et les filières supprimés sont autant de débouchés en moins. Les filières touchées étant aussi les plus féminisées, c'est une voie vers l'emploi qui se bouche pour les jeunes femmes.

En s'attaquant à nos diplômes le gouvernement s'attaque en vérité à nos garanties futures sur le marché du travail. Notre diplôme est une protection collective, c'est ce qui nous garantit notre grille de salaire, notre statut pour notre futur boulot. En individualisant nos diplômes, ils sont alors moins reconnus par les entreprises et cela va dégrader nos conditions de vie. Le but commun des dernières réformes dans l'Éducation est la mise en place d'une déqualification des jeunes. Cette politique vise à précariser et flexibiliser les futurs salariés pour permettre aux capitalistes de retrouver leurs profits.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **L'abrogation des réformes libérales de l'Éducation : loi Fillon et loi Chatel dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, réforme dite des IUFM et de la Masterisation, réforme de l'allocation des moyens ; un budget à la hauteur des besoins, embauche massive d'enseignant-e-s et de personnels, restitution des 80 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale.**
- **Pour une formation de qualité pour tou-te-s et le contrôle par les jeunes de leur formation et leurs conditions d'études.**

# LE DROIT À L'AUTONOMIE POUR TOU-TE-S LES JEUNES

**A**u lieu de trimer toute la vie pour vivre encore moins bien que nos parents, nous voulons pouvoir choisir nos études, notre activité professionnelle, notre vie sentimentale et sexuelle, nos voyages, notre vie ! Pour cela, nous devons cesser de dépendre de nos parents ou autres. Nous voulons l'autonomie des jeunes et en premier lieu l'autonomie financière. Nous revendiquons un présalaire d'autonomie à hauteur du SMIC pour tou-te-s les jeunes de 16 à 25 ans, qui serait financé en prenant sur les profits des capitalistes. Il s'agit de permettre à chaque jeune de suivre une formation de qualité de son choix dans de bonnes conditions et de tirer ainsi le niveau individuel et global de formation vers le haut.

Pourquoi y aurions-nous droit ? Nous subissons les contrats courts, précaires, très mal payés tandis que notre niveau de diplôme n'a jamais été aussi fort. Cette discrimination dans l'emploi est organisée depuis près de trente ans par la succession des « mesures en faveur de l'emploi des jeunes », qui ont légalisé le travail quasi-gratuit (les stages), cassé le salaire d'embauche et eu des effets désastreux sur la situation économique de la jeunesse et de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. Pourtant, les jeunes en se formant et en travaillant, participent complètement à la production de richesses. Il ne s'agit pas de revendiquer une nouvelle mesure spécifique pour les jeunes ! Les jeunes ont droit au statut commun, c'est-à-dire au statut de salarié-e : ils et elles

ont droit au salaire. Tout comme le salaire, par la cotisation retraite, paye l'activité libre des pensionné-e-s après leur dernier emploi, il s'agit de payer le travail des jeunes avant leur premier emploi.

Le droit à l'autonomie pour tou-te-s les jeunes ne se résume pas au présalaire d'autonomie. Pour que l'ensemble des jeunes puissent accéder à l'autonomie, il faut au moins que chaque jeune dispose d'un logement indépendant ce qui ne peut que passer par la réquisition de tous les logements vides, la construction massive de logements sociaux et le plafonnement des loyers. Pour être pleinement autonomes, les jeunes ont aussi besoin de pouvoir se déplacer librement ce qui passe notamment par la gratuité des transports.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **Un présalaire d'autonomie (financé par des cotisations sociales) à hauteur du SMIC pour tou-te-s les jeunes**
- **La réquisition de tous les logements vides, la construction massive de logements sociaux et le plafonnement des loyers**
- **La gratuité des transports**
- **Le droit de vote à 16 ans**

# CONTRE LE RACISME D'ÉTAT ET LA RÉPRESSION

**D**e la loi excluant les femmes voilées des lycées, à la polémique sur la viande hallal, la stigmatisation des musulmans et des musulmanes est un moyen de faire diversion face aux urgences sociales, mais aussi de nous diviser en désignant un « ennemi intérieur », des « barbares » qui menaceraient « notre civilisation ». Comme si l'oppression des femmes ou les inégalités sociales n'étaient pas présentes en France depuis bien plus longtemps que l'Islam !

Pour s'exonérer de sa responsabilité face à la crise, la classe dominante française n'a rien trouvé de mieux que de présenter les immigrés comme les responsables du chômage, des bas salaires ou de l'« insécurité ».

Le racisme est son principal outil de division. Pour nous, un travailleur sans-papier, un lycéen professionnel ou une étudiante en fac, malgré leurs différences d'origines nationales et/ou culturelles ont un ennemi commun : le patronat et ses serviteurs.

La classe dirigeante agite le chiffon rouge de l'invasion « barbare » : selon elle il y aurait des jeunes indésirables et sauvages qu'il faudrait encadrer et contrôler parce qu'ils et elles nuiraient à la majorité de la population. Elle stigmatise les jeunes issu-e-s des anciennes colonies françaises parce qu'ils représenteraient « l'ennemi intérieur ». Sarkozy va même plus loin en expulsant des jeunes sans-papier-ère-s sous prétexte de lutter contre une immigration subie.

En réalité, ces jeunes sont pour la plupart enfants ou petits-enfants de travailleurs immigrés que les patrons français ont fait venir pour effectuer les plus basses besognes, pour reconstruire le pays et pour mettre la pression sur les salaires en faisant jouer la concurrence. Pendant, la France et ses entreprises multinationales n'hésitent pas à s'installer aux quatre coins du monde, à exploiter les peuples, à piller les richesses, à soutenir des dictatures ou à démettre des gouvernements qui ne sont pas assez soumis.

Aujourd'hui, les enfants d'immigrés n'admettent plus d'occuper cette place de main d'œuvre d'ajustement. Cela crée pour eux une instabilité sociale et économique qui favorise leur utilisation comme boucs émissaires.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **Des sanctions lourdes contre tout comportement ou déclaration raciste ou xénophobe, des contrôles policiers au faciès aux discriminations à l'embauche, en passant par les déclarations de politiciens sur les « inégalités entre civilisations »**
- **La régularisation de tou-te-s les sans-papier-ère-s, la liberté de circulation et d'installation**
- **Qu'une carte d'étudiant soit égale à un titre de séjour**
- **L'arrêt de toutes les expulsions de mineur-e-s**
- **L'égalité des droits entre Français et immigrés, notamment le droit de vote à toutes les élections et le droit aux aides sociales (bourses scolaires et étudiantes, chômage, logements universitaires ou sociaux...)**



# CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS ET POUR LE DROIT DE CHACUN-E À DISPOSER DE SON CORPS

**E**n France, 80% des 3,4 millions des travailleurs pauvres sont des femmes, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, 48000 sont violées chaque année, les femmes passent cinq heures par jour à faire des tâches domestiques gratuitement contre à peine deux heures pour les hommes en moyenne... Le combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes est bien d'actualité. C'est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste.

Sarkozy et la classe dirigeante sont à l'offensive. Ils cherchent toujours plus à faire travailler les femmes gratuitement au profit de la collectivité. Quand les services publics ferment, ce sont les femmes qui retournent au foyer s'occuper des petits, des aînés, des malades, qu'elles le veulent ou non. Le travail « officiel » des femmes est toujours moins bien payé que celui des hommes :

à travail égal, leur salaire est inférieur de 27% en moyenne. Dans la rue, au travail, à la maison, nous exigeons l'autonomie et l'égalité des droits !

L'interruption Volontaire de Grossesse est un élément crucial de l'autonomie des femmes, qui tend à devenir une pratique accessible seulement à celles qui peuvent se payer des structures privées. En Ile-de-France, entre 1999 et 2005, cinquante centres IVG ont fermé, le délai moyen est de trois semaines. Nous luttons pour la gratuité et l'accessibilité réelle de tous les moyens de contraception et d'avortement, sans délais inutiles. Nous défendons la légalité de l'IVG.

Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité. La sexualité de chacun-e doit être libre. Les violences (harcèlement, insultes et même assassinats) et la discrimination

contre les homosexuel-le-s sont inacceptables.

La construction de sa propre identité de genre en dehors des normes doit être possible. Les personnes trans doivent avoir droit aux traitements médicaux qu'elles jugent appropriés, notamment les opérations ou traitements hormonaux, avec remboursement. Elles doivent aussi pouvoir modifier leur état civil sans qu'il y ait nécessairement opération et traitement médical. De même, nous défendons les droits des intersexes et leurs luttes contre toute mutilation chirurgicale. Nous combattons l'ensemble des oppressions liées au patriarcat et nous luttons pour le droit de chacun-e à disposer de son corps, de soi-même et de décider de sa sexualité. Là encore, le droit à l'autonomie est crucial pour que les jeunes qui sont hors des normes puissent vivre selon leurs choix.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **Le droit à disposer de son corps, de soi-même et de décider de sa sexualité**
- **L'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles**
- **Le droit à l'autonomie, en particulier pour les jeunes LGBTI, pour les femmes victimes de violences ; l'ouverture de foyers autogérés par les associations féministes et LGBTI**

# POUR STOPPER LES DÉASTRES ÉCOLOGIQUES, SORTONS DU CAPITALISME

**A**ccidents nucléaires, réchauffement climatique, gaspillage des ressources... La logique du profit à tout prix menace la planète et notre environnement. Il faut prendre des mesures radicales pour inverser cette situation, sinon ces changements risquent d'être irréversibles.

Une véritable politique écologique passera par des mesures drastiques contre les plus gros pollueurs, par exemple les multinationales pétrolières, responsables de l'épuisement des ressources ou des marées noires. Les seules changements de comportements individuels ne seront d'aucune utilité s'il n'y a pas un changement de politiques énergétiques et productives. Aucune mesure dans ce sens n'existe réellement. C'est à la majorité de la population d'en imposer, de mettre l'économie sous son contrôle.

Il faut sortir du nucléaire en moins de dix ans. C'est possible et nécessaire pour peu qu'on change radicalement notre modèle énergétique et qu'il repose sur des énergies renouvelables. Cela signifie également qu'il faut orienter la recherche fondamentale sur leur développement. Cela passe également par le développement de transports



en commun gratuits pour permettre de développer une véritable alternative à la voiture et qui soit accessible à tous.

Grâce aux nouveaux moyens d'isolation, la construction de logements « passifs », très peu cher à entretenir car ils produisent autant ou plus d'énergie qu'ils n'en

consomment, serait un grand pas dans la réduction de la dépense énergétique.

## NOUS EXIGEONS :

- **Sortie du nucléaire en dix ans maximum**
- **Développement de transports collectifs gratuits**
- **Construction massive de logements de type passif** (logements dont la consommation énergétique au mètre carré est très basse, voire entièrement compensée par les apports solaires ou par les calories émises par les apports internes (matériel électrique et habitants))

# POLICE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART !

L'année 2012 a commencé avec le meurtre de Wissam el-Yami, décédé le 9 janvier des suites de son arrestation dans le quartier de La Gauthière à Clermont-Ferrand. Un crime de plus au compte de l'État policier français.

Des dizaines de personnes, notamment issues des quartiers populaires, notamment des jeunes, des Noirs et des Arabes, sont victimes chaque jours des « bavures ». Mais en période électorale, on ne parle jamais de l'insécurité que fait régner la police dans les quartiers, de l'impunité du bras armé de l'État. On accuse et on condamne au contraire celles et ceux qui se révoltent, comme à Clichy-sous-Bois en 2005, à Villiers-le-Bel en 2007 ou à Clermont-Ferrand en janvier 2012.

L'insécurité, c'est la précarité, c'est le risque à tout moment de perdre son revenu, son boulot, son logement... Les milliardaires qui licencient après s'être

engraissés de subventions, les banques qui rackettent l'État qui les avait renflouées, les entreprises du nucléaire qui envoient à la mort leurs salariés et font peser le risque de catastrophes... Jamais aucun de ces voleurs ou criminels ne sera pourchassé par la police.

Elle n'est pas là pour nous protéger, mais pour maintenir l'ordre social, avec ses injustices et sa violence. Il n'y a pas de commune mesure entre la révolte des jeunes et des classes populaires et la destruction de la planète orchestrée par le capitalisme.

La classe dominante a à son service une clique entière de politiciens, de flics, de militaires, toujours sur le pont pour assurer sa domination. Les prisons sont pleines de « délinquants » qui ont eu le malheur de fumer un joint, de voler dans un super-marché, ou simplement de se rebeller face aux flics. Les tribunaux

débordent de procès contre des syndicalistes, des lycéens et lycéennes qui ont osé braver l'ordre social, se mettre en grève et manifester contre les injustices de la société. Et les lois liberticides (« anti-bandes » et « anti-cagoules », couvre-feu pour les mineurs...) ajoutent chaque jour des raisons de plus de se faire embarquer.

Le discours de la droite et de l'extrême-droite sur les « zones de non droit » et l'« impunité » des « délinquants » est aussi insupportable qu'hypocrite. Les zones de non droit, ce sont les commissariats où l'on se fait passer à tabac, les prisons où des meurtres sont maquillés en suicides. L'impunité, c'est celle des flics et des mâtons.

Le discours dominant consiste à toujours réclamer plus de flics. Pourtant, la France est déjà le pays d'Europe où il y en a le plus (1 policier pour 251 habitants, contre 1 pour 380 au Royaume-Uni par exemple).

## **NOUS EXIGEONS :**

- **La restauration des services publics dans les quartiers populaires : écoles de quartier, crèches, maisons de la jeunesse et de la culture, médiathèques gratuites, hôpitaux...**
- **L'embauche d'éducateurs spécialisés**
- **L'arrêt du laxisme pour les jugements de flics, de vraies enquêtes sur leurs crimes, leur désarmement, la dissolution des corps spéciaux (BAC et polices municipales notamment)**
- **Le retour à l'ordonnance de 1945 pour les mineurs**
- **La légalisation des drogues pour qu'on vienne en aide aux consommateurs plutôt que de les réprimer**

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

**L**a jeunesse du monde entier doit être solidaire. Notre génération est la première à savoir qu'elle vivra moins bien que celle de ses parents. Elle a toujours connu le chômage de masse, la précarité, les contre-réformes libérales... Elle n'a pas connu la Guerre froide, mais des guerres chaudes en Irak ou en Afghanistan, des interventions militaires néo-colonialistes en Afrique, l'oppression des peuples comme en Palestine...

Souvent, quand la jeunesse d'un pays se mobilise, cela donne du courage à celle d'un autre pour se battre à son tour. La révolution tunisienne l'an dernier l'a montré, s'étendant à l'Égypte et au reste du Moyen-Orient, puis aux pays du Nord sous la forme des mouvements des « Indigné-e-s ».

Notre solidarité ne va pas à nos « compatriotes » qui exploitent, licencient, polluent et pillent le monde entier. Elle

va au contraire aux autres peuples. Nos ennemis sont les mêmes : les capitalistes et leurs serviteurs, les militaires, les politiciens...

Au nom de leurs guerres, ils envoient des hommes et des femmes assassiner des civils et, parfois, se faire tuer dans des guerres coloniales injustes et injustifiées. La guerre en Afghanistan n'a aucunement libéré les hommes et les femmes du pays. Elle a renforcé une guerre civile entre des clans qui rivalisent pour avoir le soutien de l'impérialisme. Les peuples en sont les premières victimes.

Lorsque les populations se soulèvent, comme en Syrie depuis plus d'un an, notre devoir est de leur apporter notre soutien, surtout quand elles font face à la brutalité de dictatures féroces. Nous n'avons rien à attendre de nos gouvernements et de leurs interventions dites « humanitaires ».

L'intervention en Libye, menée par les anciens amis de Kadhafi, a permis de placer au pouvoir des anciens sbires du régime, des dirigeants auto-proclamés qui n'ont aucune légitimité vis-à-vis du peuple. Ils n'en ont qu'aux yeux des impérialistes, à qui ils ont promis de lutter contre l'immigration africaine vers l'Europe, tout en leur donnant plus de pétrole et de marchés publics.

L'émancipation des peuples viendra de leurs luttes, de leurs capacités à se battre pour contrôler leurs pays politiquement et économiquement. Elle viendra d'une abolition de la dette particulièrement injuste qui les étouffe, de la nationalisation des multinationales occidentales qui maintiennent les économies locales sous leur domination et d'un arrêt de l'ingérence étrangère.

## **NOUS EXIGEONS :**

- **L'arrêt de la coopération économique, politique, militaire, universitaire, culturelle avec l'État israélien**
- **Le retrait de toutes les troupes françaises à l'étranger (notamment en Afghanistan, au Liban et en Afrique subsaharienne)**
- **L'annulation de la dette des pays du Sud**
- **La suppression de l'OTAN, du FMI, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce et du Conseil de sécurité de l'ONU**
- **Le droit à l'auto-détermination des peuples sous domination française (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Corse, Kanaky, Polynésie, Maore...)**

# RÉMUNÉRER LES ARTISTES SANS FLIQUER LES INTERNAUTES !

**L'**ACTA (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), signé par l'UE en janvier, instaure des mesures de répression du partage d'œuvres sur Internet. Peu importe l'absence de prise en compte des atteintes aux droits individuels, la propriété privée est plus importante.

On nous dit que ces mesures servent à protéger les artistes. Pourtant, Internet permet à plus de monde d'écouter de la musique qui ne passe pas à la radio, de voir des séries qui ne passent pas en France, de voir des films qu'on n'aurait pas été voir au cinéma. Cela joue positivement sur les achats de places de concert et même en partie de CD, de DVD ou de places de ciné. Bienvenue chez les Ch'tis en 2008 et Intouchables en 2011 ont dépassé au box-office La Grande vadrouille (1966) et Blanche-neige et les sept nains (1938) qui, pourtant, ne souffraient pas de la concurrence du téléchargement !

Bien sûr, il faut maintenir la fréquentation des cinémas et l'achat des œuvres. Cela passe par la baisse des prix sur les disques et les places de cinéma ou de concert...

Il faut que les artistes, interprètes, auteurs, comme les scientifiques ou ingénieurs, puissent être rémunérés pour leurs créations. Il existe des solutions pour cela (voir plus bas). Mais il ne faut pas confondre les notions de droit à la rémunération (évidemment légitime) et de « propriété intellectuelle ». Les biens immatériels que sont les chansons, les images ou les savoirs n'ont pas à être soumis à la barrière de la propriété : contrairement à des objets, ce ne sont pas des biens qu'on perd en les partageant. On peut être plusieurs à les posséder.

L'idée de propriété intellectuelle est une conséquence de l'idéologie capitaliste. Elle va très loin : des laboratoires

pharmaceutiques empêchent la production de médicaments non rentables, qui pourraient soigner des milliers de malades ; des entreprises du pétrole achètent les brevets des énergies alternatives à l'essence pour en bloquer le développement...

## Pour une licence égale

Le NPA propose une « licence égale » : une taxe sur les majors de l'industrie culturelle, les opérateurs telecoms et les fabricants d'informatique. Elle permettrait de rémunérer les auteurs par le biais des abonnements à internet, sans en augmenter les prix. Les internautes pourraient choisir à qui une partie de leur contribution serait versée. Le reste serait socialisé dans un fonds de solidarité pour soutenir la création.

## NOUS EXIGEONS :

- La suppression de la TVA sur les produits culturels (places de cinéma, de concert, disques, livres...) avec un contrôle des prix comme sur les livres
- La mise en place de « pass-culture » pour les lycéens, les étudiants et les apprentis
- La mise en place d'une licence égale
- La suppression de la HADOPI et la dénonciation de l'ACTA



# PAS DE FACHO DANS NOS QUARTIERS...

## PAS DE QUARTIER POUR LES FACHOS !

Il y a dix ans, Le Pen père arrivait au second tour de l'élection présidentielle. Pendant les quinze jours de l'entre-deux tours, des centaines de milliers de jeunes défilaient dans les rues. Les lycées et les universités étaient en grève presque chaque jour.

Depuis, Sarkozy a appliqué des pans entiers du programme du FN. Aujourd'hui, Marine Le Pen tente de donner un visage « respectable » à son parti.

Mais derrière l'image, le programme n'a pas changé. Le FN défend la suppression du droit du sol et la « préférence nationale », un système ouvertement inégalitaire sur l'accès à la santé, au logement, à la politique familiale... Ce principe raciste n'a aucune limite et pourrait même concerner les Français d'origine étrangère. Le FN s'est opposé au mouvement de défense des retraites de l'automne 2010 et à la défense du droit à la retraite à 60 ans. Il est contre l'augmentation du SMIC. Il revendique le passage à deux jours de carence pour tous en cas d'arrêt maladie. Il veut favoriser le recours au congé

parental prolongé, pour maintenir de nombreuses femmes au foyer. Il veut remettre en cause le droit à l'avortement en déremboursant l'IVG, voire en l'interdisant...

Le FN rend les immigrés responsables des déficits de la Sécurité sociale et veut qu'ils paient impôts et cotisations (majorées) sans bénéficier des prestations sociales ! Les déficits de la Sécu, ce sont les exonérations massives de cotisations sociales accordées aux patrons. Les travailleurs immigrés, eux, se sont acquittés en 2009 de plus de 60 milliards d'euros d'impôts et de contributions sociales.

Les lois contre « l'immigration clandestine » sont une machine à fabriquer des sans-papiers, permettant aux patrons de nombreux secteurs (bâtiment, nettoyage, restauration...) de disposer d'une main d'œuvre obligée d'accepter de travailler plus, pour des salaires plus faibles. Pour mettre fin à cette situation, il faut régulariser tous les travailleurs sans-papiers, leur permettre de vivre légalement et dignement.

Les classes populaires n'ont rien à attendre d'un repli nationaliste.

Il faut au contraire une union des peuples qui harmoniserait les acquis sociaux par en haut, qui fixerait un SMIC européen évoluant en même temps que les prix et un droit du travail uniforme, reprenant le meilleur de chaque pays ; une union qui créerait des services publics européens dans les transports, la santé ou l'énergie, qui réquisitionnerait les banques pour en faire un service public. Une Europe dans laquelle les peuples contrôlèrent la banque centrale. Dans une telle Europe, il n'y aurait plus de concurrence pour obtenir des capitaux, de « dumping » social ou fiscal... Il n'y aurait plus de cadeaux aux plus riches et de coupes dans les dépenses sociales.

Le FN n'est pas un parti comme les autres. Il ne faut pas le banaliser. Il n'a pas sa place dans les universités, les quartiers populaires ou à l'entrée des boîtes. À chaque fois que ses nervis viennent, opposons-leur dans le calme et sans violence, la force de notre nombre pour leur dire qu'ils ne sont pas les bienvenus.

### **NOUS EXIGEONS :**

- **L'abrogation de toutes les lois racistes et anti-immigrés**
- **L'inéligibilité pour toute personne condamnée pour des propos xénophobes, racistes, antisémites ou négationnistes**

# COMMENT METTRE EN PLACE TOUTES CES MESURES ?

**A**u NPA, nous pensons que nous n'avons rien à attendre de la politique institutionnelle et d'une éventuelle alternance avec le Parti Socialiste et la candidature de François Hollande. Il a d'ailleurs affiché clairement son projet : « donner du sens à la rigueur », autrement dit, nous faire payer également l'addition de la crise.

Pour imposer ces mesures d'urgence, il ne suffira pas de mettre un bulletin dans l'urne le 22 avril. Tant qu'une minorité possédera les richesses, tout gouvernement sera bloqué dans ses possibilités de prendre des mesures sociales. Les patrons pourront toujours augmenter les prix si on leur impose d'augmenter

les salaires. Ils pourront toujours mettre la clé sous la porte, fuir à l'étranger avec leur argent, si on les force à payer des impôts ou qu'on leur interdit de licencier...

Pour défendre nos intérêts, il faut les imposer à la classe dirigeante. Il faut que les salariés soient en capacité de prendre en main leur outil de travail, que ce soient eux qui décident ce qu'il faut produire, en quelle quantité, de quelle manière... Non plus en cherchant le profit maximum, mais en respectant l'environnement et avec comme seul but la satisfaction des besoins de toute la population.

Un gouvernement des jeunes, des travailleurs et des classes populaires ne pourra qu'être issu de leurs luttes. Il devra être contrôlé, révoqué par des assemblées dans les quartiers, les boîtes, les lycées, les universités...

Donner un maximum de voix à Philippe Poutou, c'est donner un maximum de confiance à nos futures luttes. C'est affirmer qu'il faut virer Sarkozy sans faire confiance

à Hollande, c'est rejeter les illusions de Mélenchon et du Front de gauche sur les possibilités de changer les choses en respectant des institutions.

Le remplacement de la classe possédante par la majorité de la population, partira de nos luttes, d'une mobilisation unitaire de l'ensemble des jeunes aux côtés des travailleurs. Nous cherchons à ce que cette mobilisation se développe en une grève générale.

Il faudra que les jeunes et les travailleurs s'organisent par eux-mêmes, créent leurs propres structures de décision. Ces assemblées, ces conseils, devront se coordonner à l'échelle nationale pour devenir des concurrents au pouvoir en place, qu'ils élisent leur propre gouvernement. C'est ce changement de pouvoir dans les entreprises comme dans la société que nous nommons la révolution.

**Dès maintenant, pour imposer notre programme et nos mesures, nous ne devons compter que sur nos luttes et nos propres forces. Toutes les victoires et tous les acquis sociaux qui ont été arrachés aux capitalistes ne l'ont été que par nos luttes. C'est pour cela qu'il faut lutter et organiser les résistances avec nous.**



# UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE POUR RENVERSER LE CAPITALISME!

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances sociales et de radicalisation. La jeunesse scolarisée ou travailleuse est à la pointe de ces mobilisations. La jeunesse ne conserve pas toujours la mémoire des luttes. Quand une génération s'en va du lycée ou de la fac, elle emporte avec elle ses bilans... Et tout est à recommencer. L'absence de continuité ne peut être résolue qu'en rejoignant des organisations politiques et syndicales, dans lesquelles les plus anciens transmettent leurs expériences.

**La jeunesse est  
à la pointe des  
mobilisations de ces  
dernières années**

De nombreux mouvements contre les réformes du gouvernement ont eu lieu sur les facs et les lycées. Certaines ont été très massives. Cela s'est traduit par de nombreux mouvements contre les réformes du gouvernement sur les facs et lycées par exemple. Certaines de ces luttes ont été très massives. Des modes de mobilisation radicaux (blocages...) et des formes d'auto-organisation très importantes (assemblées générales et coordinations) ont marqué la plupart des mouvements de la jeunesse. Ces mouvements ont démontré l'existence d'une conscience importante dans la jeunesse de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, de la nécessaire convergence avec l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. Tous ces éléments étaient

particulièrement présents pendant le mouvement contre le Contrat première embauche (CPE) en 2006. Ils renforcent le rôle stratégique de la jeunesse et le rôle important qu'elle pourrait jouer dans une révolution.

## **Une stratégie combative**

Notre objectif est de renverser le capitalisme par une transformation révolutionnaire de la société. Pour cela, nous cherchons à développer l'auto-organisation de l'ensemble du mouvement. Nous cherchons à développer des formes de contre-pouvoir qui seront les bases d'une autre société où les jeunes, les travailleurs et les travailleuses apprennent à prendre leur destin en main. Nous cherchons à construire des mouvements majoritaires qui seuls ont la possibilité de faire reculer le gouvernement. Dans chaque lutte nous poussons pour que ce soient les premiers concernés qui organisent la grève, la structuration aux échelles locale et nationale, l'élargissement de la grève à d'autres secteurs. Nous cherchons à faire émerger une stratégie qui permette que nos luttes soient victorieuses



en fixant des rythmes de mobilisation, en impulsant une structuration des mouvements... Nous cherchons à expliquer la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement par des mouvements de rue, par la grève générale.

## **Les capitalistes sont organisés... Pourquoi pas nous ?**

Face à nous, les capitalistes sont particulièrement organisés, ils contrôlent différentes structures pour mettre en place leur politique : G8, G20, FMI, OMC, OCDE, Union européenne, Medef... Ils ont à leur disposition toute une série d'outils pour véhiculer leur idéologie (école, médias...), nous encadrer et nous mettre au pas (armée, police...).

Les jeunes qui ont participé aux luttes de ces dernières années ne se sont pas forcément organisés dans la foulée. Pourtant, il y a urgence à construire un outil politique, un parti capable de développer des luttes, de les construire, d'y défendre une orientation qui permette de gagner, d'influencer la lutte des classes et le rapport de forces en notre faveur.

Nous sommes partie prenante de tous les combats de la jeunesse contre les injustices que génère ce système, nous nous engageons aux côtés de tou-te-s celles et ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions d'études, de travail, de vie. Nous luttons pour renverser la logique de la mondialisation



libérale, pour que les équilibres écologiques soient préservés face à la logique productiviste. Nous défendons les droits des femmes, premières victimes de cette société, puisqu'elles subissent une double domination. Nous luttons contre le racisme et le fascisme, contre le sexisme, l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes, c'est-à-dire que nous luttons contre l'oppression des peuples et défendons leur droit à l'autodétermination comme une revendication démocratique élémentaire. Si nous voulons être de tous ces combats, c'est non seulement pour obtenir des avancées concrètes, mais aussi parce que chaque mobilisation est un élément dans la construction d'un rapport de forces plus large. Parce que dans une grève, une manifestation, les jeunes prennent conscience de leurs propres forces, de leur capacité à décider par eux-mêmes et par elles-mêmes, parce qu'ils et elles se politisent davantage...

## **S'organiser pour faire la révolution !**

En tant que Secteur jeunes du NPA, nous ne nous contentons pas d'intervenir sur plusieurs terrains en même temps : notre objectif est d'unifier les luttes de la jeunesse, de les relier avec celles des salarié-e-s, un grand « Tous ensemble » dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. A travers ces différentes luttes, il s'agit de rattacher tous les wagons de politisation de la jeunesse à la locomotive de notre projet politique : le renversement du système capitaliste et la transformation révolutionnaire de la société. Derrière les injustices quotidiennes, à travers les méfaits de la mondialisation libérale, c'est tout un système qui est en cause. L'organisation du monde est essentiellement structurée par une division fondamentale, entre celles et ceux qui travaillent, qui produisent les richesses, et celles et ceux, une infime minorité, qui les possèdent, en jouissent au mépris de la grande majorité. La pauvreté, la misère



et paradoxalement le chômage et la surproduction sont les conséquences de l'objectif de celles et ceux qui dominent le monde : la recherche du profit, sans se soucier des besoins des populations et en menaçant de plus en plus de détruire la planète. C'est cette société qui divise les opprimé-e-s, par le sexisme, le racisme, l'oppression des jeunes, pour asseoir son ordre. Le monde ne pourra fonctionner au service des populations que quand la majorité, les opprimé-e-s de tous les pays, organiseront

eux-mêmes et elles-mêmes le monde, la production, le fonctionnement de la société. Pour nous, ce changement ne pourra pas venir de réformes dans le cadre du système dans lequel nous vivons aujourd'hui. Ce sont les fondements mêmes de ce système qu'il faut remettre en cause.

Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul. La profonde crise que traverse le système ne le détruira pas automatiquement. Seules des mobilisations sociales d'ampleur pourront

faire passer la situation d'une crise économique et sociale majeure à une crise politique et une crise révolutionnaire permettant de renverser le capitalisme et de construire une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression. Se regrouper, s'organiser est une nécessité pour chaque jeune qui veut efficacement lutter contre cette société.





# CONSTRUISONS TOUTES ET TOUS ENSEMBLE LA CAMPAGNE DU NPA AUTOUR DE LA CANDIDATURE DE PHILIPPE POUTOU

**P**our défendre ce projet dans le cadre de la campagne du NPA pour l'élection présidentielle, tu peux nous aider sans forcément être adhérent au NPA. Dans de nombreuses villes nous organisons des collectifs autour de la candidature de Philippe Poutou. Dans ces collectifs nous soutenons la campagne du NPA pour refuser de payer la crise, pour soutenir et médiatiser les résistances qui ont lieu qu'elles soient dans la jeunesse ou dans le reste de la société,

pour défendre un projet de société fondé sur les besoins des populations en rupture avec le capitalisme.

Le but de ces collectifs c'est de chercher à populariser notre programme et nos revendications que nous mettons en avant dans le cadre de la campagne pour convaincre un maximum de personnes de notre projet. C'est aussi de débattre pour échanger entre nous sur la situation des jeunes et les réponses à apporter pour améliorer notre situation. C'est

également de chercher à les rendre visible en militant pour organiser des meetings par exemple ou encore par des diffusions de tracts ou des collages d'affiches. Enfin, ces collectifs doivent permettre également de déclencher des batailles contre les mesures d'austérité.

Si tu veux nous aider à populariser nos revendications, à organiser une campagne militante et collective, rejoins les collectifs de soutien à la candidature de Philippe Poutou !

## QUI SOMMES NOUS ?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous construisons un nouveau parti pour résister à Sarkozy et au MEDEF, lutter contre ceux qui exploitent, précarisent, détruisent l'environnement. Un parti qui permette d'en finir avec le capitalisme, le racisme, le sexisme... Un parti qui défende un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre.

La société capitaliste est à bout de souffle. Les gouvernements successifs remettent en cause l'ensemble de nos acquis sociaux et démocratiques. Le patronat licencie à tour de bras. Les services publics sont sacrifiés. Nos conditions de vie se dégradent. Face à ces attaques, la gauche institutionnelle ne résiste pas. Quand elle se trouve au pouvoir, elle mène des politiques qui tournent le dos aux aspirations populaires. Nous avons besoin d'une gauche de combat, fière de ses couleurs, qui n'a pas peur de s'affronter à une minorité d'actionnaires qui détient la majorité des richesses.

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et oppression, pour le socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, autogéré, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec un système dans lequel une minorité soumet la société à ses intérêts égoïstes.

Cette rupture naîtra des luttes de tous les exploités et de tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, des lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes, des peuples opprimés... En bref, de celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur nos propres forces !

## ACHETEZ LISEZ LA PRESSE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**TOUS ENSEMBLE POUR LES DROITS DES LESBIENNES, GAYS, BIS TRANS ET INTERSEXES, MARCHÉ DES FIERTÉS SAMEDI 27 JUIN 14H, MONTPARNASSE (PARIS) ET SAMEDI 4 JUILLET, VHSO, VIEUX-PORT (MARSEILLE)**

**TOUT est à nous!**  
NPA  
**SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN**  
#SARKOZY À VERSAILLES AFFLIGEANT  
Lundi 20 juin, Sarkozy a annoncé une démission anticipée de Michel de Launay à l'Assemblée. Cette démission a été accueillie avec un mélange de surprise et de déception. Le gouvernement sarkozyste a-t-il voulu le déstabiliser ? Le résultat, en tout cas, est le même : la démission de Michel de Launay. Le résultat est le même : la démission de Michel de Launay. Le résultat est le même : la démission de Michel de Launay.  
SÉCURITÉ SOCIALE

**ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE**  
#1  
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

**C'EST ÇA NOTRE AVENIR ?**

**POUR NOTRE FUTUR, NE COMPTONS QUE SUR NOS LUTTES !**

**NPA JEUNES**

**DANS CE NUMÉRO**  
UN MUR À ABATTRE : LE CAPITALISME ! Page 2  
TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS EN GRÈVE Page 4  
DOSSIER C'EST NOTRE AVENIR QUI EST EN CRISE ! Pages 5 à 7  
RÉFORME DES LYCÉES Pages 10 et 11

